



WILFRIED AMANGOUA – LOOKENSEY

« Bien plus qu'un simple réseau, le Club des Communicants CI se positionne comme un Think Tank, un espace de réflexion et d'innovation dédié aux acteurs du secteur. »



SÉNÉGAL

La note financière de Moody's dégradée après les révélations de la Cour des comptes

ABDOURAHMANE CISSÉ

ancien ministre ivoirien, rejoint Lazard en tant que Senior Advisor

GRAND FORMAT

*Dr Arnaud
N'GORAN*
Founder & CEO
Athari Advisors

**LE PROGRÈS ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL DES NACTIONS
AFRICAINES DOIT ÊTRE PORTÉ
PAR DES INITIATIVES LOCALES.**



SOMMAIRE

POLITIQUE

BÉNIN : NOMINATIONS DIPLOMATIQUES AUX ÉTATS-UNIS ET EN CHINE

4 - 5

RDC : DEUX EXPLOSIONS À BUKAVU LORS D'UN MEETING DU M23, AU MOINS SEPT MORTS SELON UN BILAN PROVISOIRE

6

TENSIONS DIPLOMATIQUES ENTRE PARIS ET ALGER : LA FRANCE IMPOSE DES RESTRICTIONS À CERTAINS DIGNITAIRES ALGÉRIENS

7

MAURITANIE : VINGT ANS DE PRISON REQUIS EN APPEL CONTRE L'EX-PRÉSIDENT MOHAMED OULD ABDEL AZIZ POUR DÉTOURNEMENT DE FONDS PUBLICS

8

RDC : PLUSIEURS MILLIERS DE POLICIERS ET MILITAIRES DES FARDC ENRÔLÉS PAR LE M23 DANS LES ZONES SOUS CONTRÔLE À GOMA

9

GRAND FORMAT

**DR ARNAUD
N'GORAN**
FOUNDER & CEO
ATHARI ADVISORS



10 - 22

ÉCONOMIE

ATHARI ADVISORS - UN CABINET DE CONSEIL ENGAGÉ DANS LA TRANSFORMATION DURABLE

24 - 25

SÉNÉGAL : LA NOTE FINANCIÈRE DE MOODY'S DÉGRADÉE APRÈS LES RÉVÉLATIONS DE LA COUR DES COMPTES

26

MADAGASCAR : LE FMI DÉBLOQUE 101 MILLIONS DE DOLLARS POUR SOUTENIR L'ÉTAT APRÈS PLUSIEURS MOIS DE SUSPENSION

27

ENTRETIEN

**WILFRIED AMANGOUA
LOOKENSEY**

PRÉSIDENT - LE CLUB DES COMMUNICANTS CÔTE D'IVOIRE



28 - 35

SOCIÉTÉ

PREMIÈRE RENCONTRE DU CLUB DES COMMUNICANTS CI : UN SUCCÈS QUI ANNONCE UNE DYNAMIQUE PROMETTEUSE

37 - 38

THIERRY TANOI NOMMÉ PRÉSIDENT AFRIQUE DU GROUPE DUVAL, LAUREEN KOUASSI-OLSSON DEVIENT SECRÉTAIRE GÉNÉRALE AFRIQUE

39 - 41

ABDOURAHMANE CISSÉ, ANCIEN MINISTRE IVOIRIEN, REJOINT LAZARD EN TANT QUE SENIOR ADVISOR

42 - 43

POLITIQUE

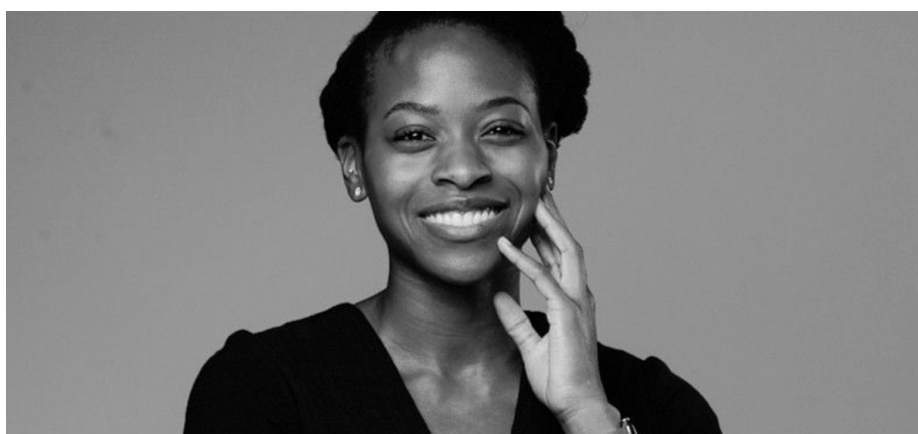


BENIN

Politique

Nominations diplomatiques aux États-Unis et en Chine

Le gouvernement béninois a officialisé, lors du Conseil des ministres du 26 février 2025, la nomination de Madame **Agniola Ahouanmènou** en tant qu'ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire du Bénin auprès des États-Unis, ainsi que celle de **Franck E. W. Adjagba** en tant qu'ambassadeur du Bénin en Chine. Ces nominations stratégiques visent à renforcer les relations diplomatiques et économiques du Bénin avec ces deux puissances mondiales.



Agniola Ahouanmènou, ambassadrice du Bénin aux États-Unis

Diplômée de l'Université Harvard avec un Master en Administration Publique (MPA) et de la Wharton School de l'Université de Pennsylvanie avec un MBA, Madame Ahouanmènou a commencé sa carrière chez Deloitte France en tant qu'auditrice avant de rejoindre McKinsey & Company. Elle y a accompagné diverses agences gouvernementales en Afrique de l'Ouest dans la mise en œuvre de stratégies de transformation. Avant sa nomination, elle occupait le poste de Directrice Adjointe de Cabinet au ministère des Affaires Étrangères du Bénin depuis octobre 2023, contribuant activement à la formulation et à la mise en œuvre de la politique étrangère du pays.



CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

LE CENTRE MÉDICAL PAUL LANGERHANS (CMPL)

SPÉCIALITÉS

DIABÈTE,
TROUBLES MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MEDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PÉDIATRIE,
LABORATOIRE.

CONTACTS

07 10 78 14 06
27 22 34 55 60

CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION

RIVIERA PALMERAIE,
ROSIERS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2

Sa désignation s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Diplomatie 4D (Disponibilité, Diaspora, Digital et Développement) initiée par le ministre des Affaires Étrangères, Olushegun Adjadi Bakari. En tant qu'ambassadrice à Washington, elle aura pour mission de consolider et d'élargir les relations bilatérales entre le Bénin et les États-Unis. Ses priorités incluront la promotion de la coopération économique, le renforcement des institutions et l'adoption de technologies innovantes. Grâce à son expertise en gestion stratégique et à son réseau international, elle jouera un rôle clé dans l'attraction des investissements américains et la promotion des intérêts du Bénin aux États-Unis.



Franck E. W. Adjagba, ambassadeur du Bénin en Chine

Avant cette nomination, Franck E. W. Adjagba occupait le poste de Directeur de l'Exploitation au sein de l'African Guarantee Fund (AGF), une institution panafricaine dédiée à la promotion de l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique. Il y supervisait les opérations et développait des stratégies pour faciliter le financement des PME à travers le continent.

En tant qu'ambassadeur en Chine, il aura pour mission de dynamiser les relations bilatérales entre le Bénin et la Chine, en mettant l'accent sur la coopération économique, les investissements directs étrangers et les échanges culturels. Son expertise dans le secteur financier et son engagement envers le développement des PME seront des atouts majeurs pour attirer des investissements chinois au Bénin et promouvoir les opportunités d'affaires entre les deux pays.

Ces nominations illustrent la volonté du président Patrice Talon de renforcer la présence diplomatique du Bénin sur la scène internationale et de diversifier ses partenariats stratégiques afin de soutenir le développement économique du pays.



CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

LE CENTRE MÉDICAL PAUL LANGERHANS (CMPL)

SPÉCIALITÉS

**DIABÈTE,
TROUBLES MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MEDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PEDIATRIE,
LABORATOIRE.**

CONTACTS

**07 10 78 14 06
27 22 34 55 60**

CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION

**RIVIERA PALMERAIE,
ROSIERS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2**



RDC

Politique

Deux explosions à Bukavu lors d'un meeting du M23, au moins sept morts selon un bilan provisoire

Ce jeudi 27 février, la place de l'Indépendance à Bukavu a été secouée par deux explosions survenues à la fin d'un meeting du M23/AFC, dirigé par Corneille Nangaa. Selon un bilan provisoire, au moins sept personnes ont perdu la vie. La nature exacte des explosions reste pour l'instant indéterminée.

Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu, est sous le contrôle du mouvement politico-militaire AFC/M23, soutenu par le Rwanda, depuis le 14 février.

Scènes de chaos après les explosions

Alors que Corneille Nangaa, vêtu d'une veste noire et d'une casquette assortie, venait tout juste de descendre de la tribune après son discours, une première explosion a retenti. Elle semble être partie de la zone où étaient installés les haut-parleurs, à environ quatre mètres de la tribune.

La panique a immédiatement gagné la foule. Entre cris, pleurs et mouvements de bousculade, les spectateurs ont tenté de fuir. Une seconde détonation a suivi, provoquant la chute de plusieurs personnes. Selon les constatations de RFI, au moins sept corps en tenue civile ont été retrouvés inertes.

De nombreux blessés jonchaient le sol, certains gravement atteints. Des civils ont réquisitionné des motos et des véhicules pour les évacuer vers les hôpitaux de la ville.

Une attaque encore floue

Pour l'instant, l'origine des explosions reste inconnue. Certains témoins évoquent l'hypothèse de grenades, mais aucune confirmation officielle n'a été apportée.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/rdc-deux-explosions-a-bukavu-lors-dun-meeting-du-m23-un-bilan-provisoire-fait-etat-dau-moins-sept-personnes-tuees/>



CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

**LE CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS
(CMPL)**

SPÉCIALITÉS

**DIABÈTE,
TROUBLES MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MEDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PÉDIATRIE,
LABORATOIRE.**

CONTACTS

**07 10 78 14 06
27 22 34 55 60**

CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION

**RIVIERA PALMERAIE,
ROSIERS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2**



PARIS ET ALGER

Politique

Tensions diplomatiques entre Paris et Alger : La France impose des restrictions à certains dignitaires algériens

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a annoncé le 25 février, lors d'une interview sur un média français, l'instauration de «mesures de restriction de circulation et d'accès au territoire national» à l'encontre de certains dignitaires algériens. Cette décision a immédiatement suscité la réaction des autorités algériennes, qui ont dénoncé une nouvelle «provocation».

Jean-Noël Barrot a précisé que ces restrictions étaient «réversibles» et qu'elles pourraient être levées dès que la coopération entre la France et l'Algérie serait rétablie. Cette déclaration intervient à la veille d'une réunion interministérielle sur le contrôle de l'immigration, dans un contexte de tensions diplomatiques entre les deux pays. Toutefois, le ministre n'a pas précisé la date d'entrée en vigueur de ces mesures ni le nombre de personnes concernées.

Du côté algérien, le ministère des Affaires étrangères a exprimé sa surprise et son indignation, affirmant ne pas avoir été informé de ces restrictions, qui visent des ressortissants algériens titulaires de documents de voyage spéciaux les exemptant des formalités de visa. Dans un communiqué relayé par l'agence APS, Alger a dénoncé une décision relevant d'une «longue liste de provocations, d'intimidations et de menaces» contre l'Algérie.

Jean-Noël Barrot a justifié ces mesures en expliquant qu'elles visent à «faire avancer ou défendre les intérêts des Français».

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/brouilles-entre-paris-et-alger-la-france-impose-des-restrictions-daccès-a-certains-dignitaires-algeriens/>

 Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



MAURITANIE

Politique

Vingt ans de prison requis en appel contre l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz pour détournement de fonds publics

À Nouakchott, lors d'une audience en appel, le procureur général a requis vingt ans de réclusion contre l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz, accusé de détournement de fonds publics et d'enrichissement illicite durant son mandat à la tête de la Mauritanie, de 2008 à 2019. Cette demande de peine intervient après sa condamnation à cinq ans de prison en décembre dernier lors de son premier procès.

Mohamed Ould Abdel Aziz comparaît aux côtés d'anciens ministres, de hauts responsables et de dirigeants d'entreprises, tous impliqués dans des accusations de trafic d'influence, blanchiment d'argent, abus de fonctions et enrichissement illicite. Selon les estimations, son enrichissement personnel s'élèverait à 67 millions d'euros. Le procureur a souligné que l'ancien président aurait utilisé ses fonctions pour exercer des pressions sur des investisseurs et détourner des fonds au détriment du pays.

Toutefois, l'ancien président et ses avocats contestent fermement ces accusations. La défense, qui doit présenter ses arguments ce mardi à Nouakchott, remet en question la légitimité de la procédure judiciaire, affirmant que seule la Haute Cour de Justice mauritanienne est compétente pour juger un ancien chef d'État.

Ce procès en appel constitue un moment clé pour la justice mauritanienne, alors que le pays cherche à renforcer la lutte contre la corruption et à affirmer l'indépendance de son système judiciaire face aux figures de l'ancien régime.

[Lire plus :](https://hamanie.news/)
<https://hamanie.news/>

 Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



RDC

Politique

Plusieurs milliers de policiers et militaires des FARDC enrôlés par le M23 dans les zones sous contrôle

La situation sécuritaire en République Démocratique du Congo continue de se détériorer, alors que l'Alliance des Forces Congolaises (AFC), soutenue par l'armée rwandaise, a récemment consolidé son contrôle sur Bukavu, principale ville du Sud-Kivu. Ce bouleversement a conduit à l'enrôlement de plusieurs milliers de policiers, militaires et autres combattants affiliés aux Forces Armées de la RDC (FARDC) au sein du M23, groupe armé actif dans l'est du pays.

Le dimanche 23 février dernier, environ mille policiers ont été transportés par voie fluviale vers Goma, avant d'être redirigés vers la région de Rutshuru. À leur arrivée au port de Goma, vêtus de l'uniforme de la police nationale congolaise, mais désarmés, ils ont été pris en charge par des membres du M23 et conduits au stade de l'Unité pour une «causerie morale» organisée par le groupe rebelle. Parmi eux, plusieurs femmes, certaines accompagnées de leurs enfants, illustrant une mobilisation familiale dans ce basculement vers le M23.

Une réorganisation stratégique du M23

Selon un responsable du M23, ces policiers et militaires ne resteront pas inactifs. Ils recevront une formation spécifique avant d'être intégrés dans les rangs du groupe armé. En plus des policiers, des militaires et des civils auraient également rejoint le M23, confirmant l'ampleur du phénomène d'enrôlement dans les territoires sous contrôle rebelle.

L'un des policiers, qui s'est présenté comme porte-parole du groupe, a tenu à justifier cette transition : «Nous sommes membres de la police nationale, formés pour assurer la sécurité de la population. Nous venons ici pour apporter notre contribution, puis nous retournerons à Bukavu.»

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/rdc-plusieurs-milliers-de-policiers-militaires-et-autres-combattants-des-fardc-enroles-par-le-m23-dans-les-zones-sous-controle/>

 Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

GRAND FORMAT

*Dr Arnaud
N'GORAN*

FOUNDER & CEO
ATHARI ADVISORS

**LE PROGRÈS ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DES NATIONS AFRICAINES DOIT ÊTRE
PORTÉ PAR DES INITIATIVES LOCALES.**

Arnaud possède près de 20 ans d'expérience internationale dans les secteurs de la santé, de l'industrie et du conseil en stratégie et management. Avant de fonder Athari Advisors en 2022, il a dirigé le cabinet international Dalberg Advisors en tant que Partner & Office Director de 2018 à 2022. En 2023, il a pris la direction Afrique du cabinet britannique Delivery Associates. Arnaud a également travaillé pendant cinq ans chez Deloitte Consulting en tant que Senior Manager, où il était responsable des services de conseil au secteur public et aux donateurs internationaux.

Son parcours professionnel l'a conduit à mener des missions clés pour des clients prestigieux tels que la Banque Africaine de Développement, la Banque Européenne d'Investissement, la Banque Islamique de Développement, la Fondation Bill et Melinda Gates, USAID, GIZ, la BCEAO, l'OAPI, le Fonds Africain de Garantie, la Commission de la CEDEAO, l'OMS, GAVI, le Millenium Challenge Corporation (MCC) ainsi que plusieurs gouvernements africains. Fort de son expérience internationale, qui l'a conduit dans plus de 20 pays dont la France, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Cameroun, la RDC, le Congo Brazzaville, la Guinée, le Kenya, la Tunisie, le Rwanda, le Maroc, les USA, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Corée du Sud, le Togo, le Bénin, le Lesotho, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, la Sierra Leone, le Portugal et le Royaume-Uni, Arnaud a su évoluer dans des environnements multiculturels et interagir avec des équipes multidisciplinaires.

Il est titulaire d'un Doctorat en Chirurgie Dentaire et d'un Master of Science (MSc) en Management de l'EM LYON Business School. Il a été membre du Conseil d'Administration du réseau des diplômés de l'EM LYON Business School, qui compte plus de 32 000 membres à travers le monde, et a dirigé de nombreuses associations telles que le Club d'Affaires Afrique de Paris. L'expérience d'Arnaud, particulièrement en excellence opérationnelle et en conseil stratégique, fait de lui un leader capable de piloter des transformations et de proposer des solutions sur mesure pour assurer la croissance et le succès durable de ses clients.



“Lorsqu'on est médecin, on aide les individus et les communautés à se sentir mieux physiquement, mentalement ou socialement. En tant que consultant, on accompagne les organisations publiques ou privées pour améliorer leur fonctionnement et les aider à atteindre leurs objectifs.”

Parcours et expériences

Bonjour Dr, et merci de nous accorder cet entretien. On commence par les présentations ?

Je suis Arnaud N'Goran, dirigeant du cabinet Athari, que j'ai fondé il y a près de trois ans. Avec près de 20 ans d'expérience dont environ 15 en conseil en stratégie et gestion.

Vous avez un parcours impressionnant entre la santé, le conseil en stratégie et le management. Comment passe-t-on de la chirurgie dentaire à une école de commerce puis au conseil ?

Le passage de la médecine au management n'est pas aisé ni évident, je l'avoue. Mais pour moi, il est guidé par une même motivation : qu'on soit médecin ou consultant on est mû par le même désir d'aider les autres, les communautés, les organisations.

Lorsqu'on est médecin, on aide les individus et les communautés à se sentir mieux physiquement, mentalement ou socialement. En tant que consultant, on accompagne les organisations publiques ou privées pour améliorer leur fonctionnement et les aider à atteindre leurs objectifs. Le parallèle entre ces deux carrières se dessine naturellement : c'est l'amour du prochain, le sens du devoir et du partage, cette volonté forte de contribuer à un monde meilleur.

Mon propre passage de l'un à l'autre s'est fait autour de 2005-2006, alors que je préparais ma thèse. J'avais choisi pour thème la gestion informatisée des centres de santé. En menant mes recherches, j'ai pris conscience que d'autres domaines de compétences pouvaient être précieux pour le secteur médical. Les médecins sont formés pour soigner, mais pas forcément pour gérer des organisations, des ressources ou des équipes. J'ai perçu ce manque en gestion comme un levier potentiel pour transformer durablement le système de santé.

De ce fait, il me semblait essentiel d'évoluer vers des fonctions de management, offrant plus de flexibilité et d'impact sur les communautés. En santé publique, on parle des «déterminants de la santé», et certains sont directement liés aux politiques. Agir sur la communauté implique donc d'intervenir à un niveau macro, et pas seulement de subir les décisions en tant que professionnel de santé.

Aujourd'hui, près de 20 ans après, je ne regrette pas d'avoir élargi mes horizons. Ce choix m'a permis de m'épanouir professionnellement et d'avoir un impact qui, je l'espère, contribue au bien commun.

Vous avez dirigé Dalberg Advisors avant de rejoindre Delivery Associates, puis fondé Athari Advisors en 2022. Quelles leçons avez-vous tirées de ces expériences et qu'est-ce qui vous a motivé à créer votre propre cabinet ?

J'ai eu la chance d'avoir un parcours relativement riche, et je rends grâce à Dieu pour cela. J'ai travaillé dans de très belles entreprises, que ce soit DXC Technology, Amgen, en France et en Afrique avec Deloitte, Delivery Associates et Dalberg. Ces expériences m'ont permis d'apprendre énormément, de mes pairs, des plus jeunes, des plus expérimentés, des clients et des communautés. J'ai eu la chance de parcourir aussi de nombreux pays.

Toutes ces expériences m'ont transformé et m'ont aidé à comprendre les défis actuels et futurs. C'est ainsi que j'ai décidé de fonder un cabinet avec un ADN africain, centré sur trois composantes majeures : les collaborateurs, les clients, et les communautés. Ces valeurs guident toute notre démarche, avec pour seul objectif d'avoir un impact positif et soutenable.

Vous avez effectué des missions dans de nombreux pays et avec des équipes multidisciplinaires. Comment cette diversité culturelle influence-t-elle votre approche du conseil et du leadership ?

Je me souviens qu'à Dalberg, nous tenions parfois des statistiques internes, et je me suis retrouvé une année avec une équipe de près d'une vingtaine de nationalités différentes. Toutes ces personnes apportent des perspectives uniques, des parcours de vie différents, et cela m'a enseigné beaucoup d'humilité. Être confronté à des situations variées, que ce soit en Afrique ou ailleurs, donne un recul précieux sur la vie et l'être humain. Cela m'a influencé à travailler, à mon humble niveau, pour faire en sorte que chaque individu puisse vivre avec dignité, ce qui est le fondement de notre entreprise. Ces valeurs guident et inspirent mon approche du conseil et du leadership.

“ ...le développement du continent ne saurait reposer exclusivement sur l'action d'organisations philanthropiques occidentales, européennes ou asiatiques. Il incombe en premier lieu aux gouvernements africains d'assumer cette responsabilité, car le progrès économique et social des nations africaines doit être porté par des initiatives locales.



Secteurs d'intervention et impact

Vous avez conseillé de grandes institutions telles que la Banque Africaine de Développement, la Fondation Bill et Melinda Gates, USAID et plusieurs gouvernements africains. Parmi toutes ces missions, lesquelles ont eu le plus d'impact selon vous ?

C'est difficile de dire quel client a eu le plus d'impact après autant de temps dans le conseil. J'ai réalisé environ 60 à 65 missions différentes, chaque client et contexte étant particulier, parfois très varié d'un pays à un autre. Pour moi, ce ne sont pas toujours les grands projets qui génèrent le plus grand impact. Parfois, des projets simples avec des clients modestes changent la vie de dizaines, voire de centaines de personnes. Je me rappelle d'un projet sur l'accès au logement que nous avons réalisé, où nos recommandations ont vraiment guidé les décisions du conseil d'administration. Plusieurs centaines de personnes ont pu accéder à des logements décentes, et c'est une grande fierté. C'est un exemple parmi d'autres, mais à chaque fois que notre action permet à des populations modestes d'accéder à un mieux-être, nous en sommes fiers.

Quelles sont les grandes tendances que vous observez actuellement en matière de financement du développement en Afrique ?

L'événement majeur en ce début d'année est l'accession du Président Trump à la tête des États-Unis, avec notamment la suspension, voire l'annulation de certaines aides au développement. Il est bien connu que le financement du développement en Afrique repose en partie sur des contributions américaines. Ce changement représente donc un enjeu de taille.

À ce stade, il est difficile de déterminer si cette orientation sera maintenue à long terme ou si elle donnera lieu à une révision et une restructuration des mécanismes d'aide. Quoi qu'il en soit, cette décision aura indéniablement un impact sur le financement du développement en Afrique.

Cela étant, le développement du continent ne saurait reposer exclusivement sur l'action d'organisations philanthropiques occidentales, européennes ou asiatiques. Il incombe en premier lieu aux gouvernements africains d'assumer cette responsabilité, car le progrès économique et social des nations africaines doit être porté par des initiatives locales. Par ailleurs, le financement du développement devrait également impliquer les citoyens, y compris ceux de la diaspora, ainsi que les entreprises, qui doivent jouer un rôle clé dans la transformation de leurs pays.

Les institutions financières internationales et les bailleurs de fonds jouent un rôle clé dans le développement du continent. Comment améliorer l'efficacité de leurs interventions ?

Il est indéniable que les institutions financières internationales jouent un rôle essentiel dans le développement du continent. Les résultats de ces interventions peuvent être appréciés de manière contrastée : certaines initiatives portent leurs fruits, tandis que d'autres enregistrent des performances moins satisfaisantes.

Afin d'améliorer l'efficacité de ces interventions, plusieurs leviers doivent être actionnés. Tout d'abord, il est fondamental d'adopter une approche rigoureuse dans l'analyse des problématiques.

Avant toute intervention, il est impératif de poser un diagnostic précis, d'identifier les causes profondes des défis à relever et de définir les priorités avec rigueur et détachement. Ensuite, une stratégie d'intervention adéquate doit être conçue. Il est crucial de sélectionner les solutions les plus adaptées, en tenant compte des spécificités locales, et en évitant toute influence politique ou contrainte externe susceptible d'altérer leur efficacité. Cette démarche doit s'appuyer sur une approche scientifique et rigoureuse.

Enfin, la mise en œuvre des solutions doit être confiée à des acteurs compétents et engagés. L'exécution des projets requiert des professionnels qualifiés, capables d'opérer avec rigueur, méthode et impartialité. L'efficacité des initiatives repose non seulement sur la pertinence du diagnostic et des solutions choisies, mais également sur la qualité et l'engagement des équipes en charge de leur déploiement.

Vous avez travaillé avec des gouvernements africains sur des réformes stratégiques. Quels sont les principaux défis auxquels ils font face dans la mise en œuvre de ces réformes ?

Dans de nombreux cas, les gouvernements parviennent à identifier avec justesse les problématiques et à concevoir des projets ambitieux et relativement bien structurés. Cependant, la principale difficulté réside souvent dans l'exécution et l'application effective des réformes. J'ai pu l'observer à plusieurs reprises dans différents pays : la mise en œuvre reste le maillon faible.

L'un des principaux obstacles est l'instabilité institutionnelle. Comme chacun peut le constater, les cycles électoraux, qui se répètent généralement tous les cinq ans, s'accompagnent fréquemment de changements au sein des ministères et des grandes institutions. Ces remaniements successifs entraînent souvent des interruptions, une remise en question des initiatives en cours, ou encore des délais supplémentaires liés à la nécessité pour les nouveaux responsables de se familiariser avec les dossiers avant de les relancer. Cette instabilité fragilise la continuité des réformes et ralentit leur exécution.

Un autre défi majeur réside dans la mobilisation de ressources humaines qualifiées, compétentes, motivées et engagées. Il est impératif que les projets soient mis en œuvre de manière rigoureuse, méthodique et indépendante des contingences politiques. Une réforme ne devrait pas être remise en cause à chaque alternance gouvernementale. Une fois un plan adopté—qu'il s'agisse de la construction d'écoles, du développement des infrastructures de santé, du renforcement du secteur agricole ou de l'amélioration des télécommunications—son exécution doit être assurée avec discipline et constance. Peu importe les changements de gouvernance, l'essentiel est de garantir la mise en œuvre des projets conformément aux normes établies, aux budgets définis et aux délais impartis.

Cela suppose non seulement une stabilité des équipes en charge de l'exécution, mais aussi un engagement réel en faveur de l'intérêt général. Il est crucial de placer les communautés au cœur de l'action publique et de privilégier une approche fondée sur l'efficacité, la rigueur et le service à la collectivité. L'un des enjeux fondamentaux est donc d'instaurer un cadre institutionnel favorisant la continuité des réformes, la professionnalisation de l'administration et l'indépendance des équipes d'exécution vis-à-vis des changements politiques.

Le secteur du conseil en stratégie en Afrique est en pleine évolution. Comment se différencie Athari Advisors sur ce marché ?

Comme mentionné précédemment, Athari repose sur trois piliers fondamentaux : ses collaborateurs, ses clients et les communautés. L'objectif de notre organisation est de garantir l'épanouissement et la motivation de nos collaborateurs afin qu'ils puissent offrir un service de qualité aux clients des secteurs public, privé et parapublic, tout en ayant un impact positif sur la société.

Chaque projet sur lequel Athari intervient doit générer une valeur tangible à trois niveaux : il doit bénéficier aux communautés, répondre efficacement aux besoins des clients et contribuer au développement personnel et professionnel de nos collaborateurs.

Notre démarche repose sur une volonté forte d'adapter les meilleures pratiques internationales aux réalités locales. Forts d'une expérience cumulée de près de soixante ans dans des environnements internationaux divers, nous intégrons ces enseignements pour proposer des solutions adaptées aux contextes africain et ivoirien.

Ce qui distingue Athari, c'est avant tout l'excellence de ses ressources humaines et l'engagement de ses collaborateurs. Nous accordons une importance particulière à l'empathie, à la rigueur et à une approche orientée vers le service, avec pour ambition de créer un impact durable et significatif pour nos clients, nos communautés et notre équipe.

“ Un pays ne peut pas se développer sans des citoyens qui sont bien formés, disciplinés, rigoureux, méthodiques, honnêtes et patriotes, mettant l'intérêt de la nation et de la communauté avant leur intérêt personnel, celui de leur parti ou de leur ethnie. ”



Leadership et vision

Vous avez dirigé des associations et été membre du conseil d'administration du réseau des diplômés de l'EM Lyon. Quelle place accordez-vous au mentoring et au networking dans votre parcours ?

J'accorde une place essentielle à la vie associative, de manière générale. Très jeune, j'ai milité dans des associations, et j'en ai énormément appris.

Et pour tout vous dire, les associations sont parmi les organisations les plus difficiles à diriger. Il est bien plus complexe de gérer une association que de diriger une entreprise, un pays ou même un département ministériel. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'une association a généralement un but non lucratif.

Tous ceux qui s'y investissent le font bénévolement. Alors, comment motiver des personnes et les intéresser à une cause sans contrepartie financière ? C'est là que réside tout l'enjeu : il faut savoir identifier ce qui les anime, trouver les leviers qui les motiveront, les fidéliser et les engager pour qu'ils contribuent à la mission commune.

J'ai eu l'opportunité de diriger des associations en Côte d'Ivoire, en France, et dans différents contextes. Cette expérience a été pour moi une véritable école de leadership. Elle m'a appris l'humilité, l'adaptabilité et le recul nécessaire pour aborder les défis sous un autre angle. Lorsqu'on dirige une entreprise, on sait que les salariés sont liés par un contrat, qu'ils perçoivent un salaire et qu'ils ont des obligations professionnelles. Cette relation peut, d'une certaine manière, être exploitée. Mais dans une association, la dynamique est toute autre : les bénévoles viennent quand ils veulent, s'engagent selon leur disponibilité, et leur motivation ne repose que sur leur adhésion à la cause.

Avoir évolué dans un tel environnement façonne une approche différente du leadership. Lorsque vous passez ensuite à la gestion d'une entreprise, votre manière d'interagir avec vos collaborateurs change. Vous apprenez à motiver autrement, au-delà des incitations financières. Vous savez identifier leurs centres d'intérêt, les aider à grandir et les fédérer autour d'une vision commune.

C'est pourquoi je place tant d'importance à la vie associative. Non seulement elle forge des leaders, mais elle permet aussi de tisser de véritables amitiés et de construire des liens solides avec des personnes partageant les mêmes valeurs.

Quels conseils donneriez-vous aux jeunes Africains qui souhaitent évoluer dans le domaine du conseil ?

Le conseil que je donnerais aux jeunes Africains souhaitant évoluer dans le monde du conseil est de se former, de s'informer et encore de se former. Aujourd'hui, de nombreuses ressources sont disponibles, parfois gratuitement, sur les métiers du conseil. Il y a 15 ou 16 ans, ces informations étaient bien moins accessibles.

À nos débuts dans le métier, nous avions très peu d'informations sur les cabinets, sur les différentes fonctions du conseil et sur les compétences à acquérir. Aujourd'hui, l'accès à l'information s'est considérablement amélioré. Il ne faut donc pas hésiter à se rapprocher de professionnels du secteur pour mieux comprendre les exigences du métier, ses avantages, ses contraintes, ainsi que les compétences à développer avant d'y entrer.

La curiosité est, selon moi, une qualité fondamentale. Avoir un esprit critique, savoir chercher l'information et l'analyser sont des compétences essentielles dans le domaine du conseil. Une fois motivé, il ne faut pas hésiter à se lancer sur le marché de l'emploi avec détermination et persévérance.

Quels sont les objectifs à moyen et long terme pour Athari Advisors ? Comment voyez-vous l'évolution du conseil stratégique en Afrique dans les prochaines années ?

Le continent est en pleine transformation et connaîtra un développement significatif au cours des prochaines décennies. Pour accompagner cette évolution, il sera essentiel de mobiliser des acteurs capables d'agir efficacement à plusieurs niveaux.

Premièrement, il faudra des personnes capables d'identifier méthodiquement les défis majeurs de nos sociétés—qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé, de l'agriculture ou du développement durable. Cette analyse doit être réalisée avec précision et clarté, en tenant compte des réalités locales et des spécificités de chaque pays et communauté.

Deuxièmement, il sera crucial de concevoir des plans d'action réalistes et pertinents. L'élaboration de stratégies adaptées aux contextes africains doit se faire avec une vision pragmatique et une approche fondée sur des solutions viables et durables.

Troisièmement, la mise en œuvre de ces initiatives nécessitera des professionnels qualifiés, capables de piloter les projets avec rigueur et méthode afin d'atteindre des résultats concrets et mesurables.

Ces trois éléments constituent, à mes yeux, les piliers fondamentaux du métier du conseil. C'est pourquoi le secteur du conseil a un avenir prometteur en Afrique. Nos pays font face à de nombreux défis et les besoins en expertise et en accompagnement stratégique ne cesseront de croître.

En tant que cabinet de conseil, nous sommes très optimistes quant à l'évolution de ce marché. Dans les années à venir, nous prévoyons de renforcer significativement notre équipe, tout en développant les compétences de nos consultants. Notre ambition est de leur offrir une autonomie accrue et de les encourager à adopter une posture entrepreneuriale. L'un des principes fondamentaux de notre organisation est de permettre à chaque collaborateur d'innover, de prendre des initiatives et de développer de nouvelles unités d'affaires, voire de créer des filiales, tant au niveau local qu'international.

À moyen et long terme, Athari aspire à devenir un acteur de référence du conseil en Afrique subsaharienne, avec un engagement fort en faveur d'un impact durable et significatif sur les communautés.

L'Afrique fait face à des défis majeurs, notamment en matière de gouvernance, d'industrialisation et de financement des infrastructures. Selon vous, quelles doivent être les priorités stratégiques des États africains pour accélérer leur développement ?

Oui, vous faites bien de souligner que les défis sont nombreux : éducation, industrialisation, financement, infrastructures... Les enjeux sont immenses. Mais pour moi, la priorité stratégique, la priorité des priorités, doit être le capital humain.

Il ne devrait même pas y avoir de débat à ce sujet : l'accent doit être mis sur le capital humain. Un pays ne peut pas se développer sans des citoyens qui sont bien formés, disciplinés, rigoureux, méthodiques, honnêtes et patriotes, mettant l'intérêt de la nation et de la communauté avant leur intérêt personnel, celui de leur parti ou de leur ethnie.

Voilà le véritable défi de l'Afrique. Et je pense que les pères fondateurs de la Côte d'Ivoire ont été très inspirés en adoptant comme devise : «Union, Discipline, Travail». Ces trois mots sont directement liés à l'humain. L'union, car nous devons être capables de nous rassembler et d'évoluer ensemble. La discipline, parce que travailler avec rigueur et méthode, respecter les règles et s'imposer une exigence personnelle sont des éléments clés du progrès. Le travail, car un travail acharné, honnête et bien fait est la clé du développement.

Si l'on regarde l'histoire récente de la Côte d'Ivoire, on constate que chaque fois que les Ivoiriens ont su s'unir, faire preuve de discipline et travailler avec rigueur, ils ont obtenu des résultats remarquables. Les priorités des gouvernements africains doivent être claires : renforcer l'unité nationale et réduire au maximum les divisions inutiles, qu'elles soient politiques, ethniques ou sociales ; instaurer une véritable discipline collective, car sans rigueur et respect des règles, aucun progrès durable n'est possible ; valoriser le travail bien fait et bannir la complaisance. Regardons des pays comme la Corée du Sud ou la Chine. J'ai eu l'occasion d'observer de près la société sud-coréenne, et leur discipline est impressionnante. Il est impensable qu'un individu jette un simple mouchoir dans la rue. Le respect des règles est ancré dans leur culture, et cela contribue largement à leur réussite.

Prenons un exemple concret : la CAN 2024. La Côte d'Ivoire était pratiquement éliminée, mais la population a su faire preuve d'humilité, se rassembler derrière un objectif commun et faire confiance au travail du staff et des joueurs. Résultat ? L'équipe a gagné. Cette victoire n'est pas seulement sportive, elle est symbolique : elle illustre la puissance du capital humain lorsqu'il est bien orienté.

L'éducation doit être la priorité absolue. De la maternelle à l'université, en passant par la formation technique et professionnelle, il est impératif de mettre les moyens nécessaires pour offrir une éducation de qualité. Mais au-delà des connaissances académiques, il faut aussi inculquer les valeurs civiques, morales et patriotiques.

Un capital humain solide signifie un peuple motivé, engagé, conscient des défis et prêt à travailler pour le bien commun. C'est ainsi qu'on développe un pays. Nous avons les ressources, l'environnement et les opportunités. Il ne nous manque que des hommes et des femmes bien formés et déterminés à bâtir l'avenir.

Perspectives personnelles et engagement

Avec votre parcours varié entre la santé et le conseil stratégique, envisagez-vous un retour dans le secteur de la santé sous une autre forme ?

Oui, bien sûr, j'envisage un retour dans le secteur de la santé, mais sous une autre forme. Pas forcément en tant que praticien, mais plutôt en tant qu'investisseur, entrepreneur et fondateur d'une polyclinique spécialisée en médecine maxillo-faciale. Mon engagement pourrait aussi prendre la forme d'un fonds d'investissement dédié au secteur de la santé en Côte d'Ivoire, avec un rayonnement africain. Mon approche sera donc davantage orientée vers l'investissement et l'impact stratégique à travers un fonds de private equity ou un fonds d'impact dédié à la santé, ou encore par la création d'entreprises dans ce domaine.

D'ailleurs, dans cette optique, je tiens à souligner une initiative importante : le cabinet Athari, en collaboration avec une grande école française, l'ISP Paris, et une école ivoirienne, TG Master, mettra bientôt en place une formation inédite : un certificat international en management des entreprises de santé.

L'objectif de cette formation est d'aider les médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, infirmiers et plus largement les cadres du secteur de la santé à acquérir des bases solides en gestion. Comme vous le savez, ces professionnels sont souvent appelés à diriger des organisations publiques ou privées, à gérer des cliniques ou à lancer des projets entrepreneuriaux. Or, beaucoup d'entre eux manquent de connaissances approfondies en gestion. Cette formation, qui s'étalera sur environ six mois avec un parcours en Côte d'Ivoire et un autre en France, leur offrira des outils pratiques et concrets pour mieux gérer et développer leurs structures.

Nous aurons l'intervention de chefs d'entreprise et de directeurs généraux africains, ivoiriens et européens, ainsi que de professeurs ayant une double compétence en médecine et en management. Ce sera une excellente opportunité de renforcer les capacités des acteurs du secteur et de commencer à bâtir un véritable écosystème autour du management de la santé. Comme vous l'évoquez, mon retour dans le secteur de la santé se fera donc très prochainement à travers cette formation. Ensuite, l'évolution naturelle du projet devrait nous conduire vers la création d'un fonds d'investissement spécialisé et, si Dieu le permet, à la mise en place de centres médicaux.

Vous avez une carrière internationale dense. Y a-t-il encore des territoires ou des domaines où vous aimeriez vous investir davantage ?

J'ai beaucoup appris ces dernières années, mais j'ai encore énormément à apprendre, notamment en matière de leadership, de management et d'entrepreneuriat. Chaque jour est une opportunité d'apprentissage.

J'aimerais approfondir mes connaissances, en particulier sur les sujets liés au développement durable, car, selon moi, les préoccupations environnementales seront essentielles dans les décennies à venir. De nombreux sujets liés au développement durable émergent et vont profondément impacter nos modes de consommation, nos manières de construire, de nous déplacer et même notre façon d'interagir avec nos concitoyens.

J'aimerais beaucoup investir dans l'apprentissage et la compréhension de ces thématiques, ainsi que d'autres secteurs comme le numérique et le digital, qui, selon moi, joueront un rôle majeur dans le quotidien de nos concitoyens dans les années à venir.

En dehors de votre activité professionnelle, avez-vous des engagements personnels ou associatifs qui vous tiennent particulièrement à cœur ?

J'avoue que ces deux ou trois dernières années, j'ai eu beaucoup de mal à m'engager durablement dans le monde associatif, essentiellement en raison de mes nombreuses occupations et responsabilités. Cependant, j'ai récemment rejoint une ONG, une association dédiée à la sauvegarde de l'environnement. C'est une cause qui me tient particulièrement à cœur.

Pour moi, il reste encore énormément à faire en matière de préservation de l'environnement. Il y a quelques mois, j'ai pris l'engagement d'intégrer cette association et, pour l'instant, j'essaie d'y contribuer modestement en tenant mes engagements.

Cela dit, je pense aussi que je devrais en faire davantage, notamment en matière de give-back. Ce que j'entends par give-back, c'est l'idée de transmettre un peu de mon expérience aux plus jeunes, afin de les aider à progresser et à s'épanouir à leur tour.

Quelle est la plus grande leçon de leadership que vous avez apprise au cours de votre carrière et que vous appliquez encore aujourd'hui ?

Ma vision du leadership a été profondément influencée et façonnée par mes expériences associatives. Je me souviens de mes premières expériences significatives en matière de leadership, alors que j'avais à peine 15 ou 16 ans. Très tôt, j'ai pris conscience des effets néfastes d'un management mal dirigé sur un groupe, mais aussi de l'impact positif qu'un leadership efficace pouvait avoir en favorisant la croissance et l'épanouissement des autres.

Depuis cette époque, j'ai énormément appris au contact des autres. D'ailleurs, l'un des ouvrages qui m'a particulièrement marqué dans mon apprentissage du leadership est « Comment se faire des amis » de Dale Carnegie. Je l'ai lu lorsque j'étais encore étudiant, et bien que le titre puisse sembler anodin, ce livre constitue à mes yeux une véritable référence en matière de management. Son message essentiel est clair : il faut placer l'humain au centre de toute démarche, comprendre les motivations des autres et susciter leur engagement en valorisant leurs préoccupations et leurs intérêts. Ce principe, que j'ai découvert il y a près de 25 ans, continue de produire ses effets dans ma manière de diriger et d'interagir avec les autres.

Le leadership est un chemin d'apprentissage permanent. J'y travaille chaque jour, en cultivant la patience et l'empathie, même si cela représente parfois un défi. Toutefois, il est essentiel de s'y investir pleinement, car c'est en adoptant cette posture que l'on peut véritablement accompagner les autres dans leur développement et bâtir des relations de travail solides et durables.

Mot de Fin

Je tiens à remercier l'équipe du magazine Hamaniè pour cette opportunité et à féliciter mon jeune frère, Dr Emmanuel Mian, qui, à l'instar de mon propre parcours, a d'abord étudié la médecine avant de poursuivre sa formation en école de commerce. Je suis fier de son parcours et lui adresse mes meilleurs vœux de réussite dans cette aventure entrepreneuriale.

J'adresse également mes encouragements à tous les lecteurs de ce magazine et leur souhaite plein de succès dans leurs projets. Au plaisir d'échanger avec vous à une prochaine occasion.

Merci.



ECONOMIE



Economie

Athari Advisors - Un cabinet de conseil engagé dans la transformation durable

Athari Advisors est un cabinet de conseil basé à Abidjan, Côte d'Ivoire, fondé par Arnaud N'GORAN, qui vise à catalyser un impact significatif et à promouvoir une transformation durable à travers divers secteurs. Sa mission est de canaliser les efforts des individus et des organisations afin d'améliorer les conditions de vie des communautés, en s'appuyant sur des valeurs comme le respect de la dignité humaine, le leadership transformationnel et l'altruisme.

Le cabinet structure ses services autour de trois axes clés : Diagnostic, Planification et Implémentation. Il réalise des études de marché, des enquêtes et des évaluations d'opportunités pour mieux orienter les décisions stratégiques. Il élabore également des plans de développement, accompagne des levées de fonds et facilite l'intermédiation financière. Enfin, Athari Advisors assure la mise en œuvre des projets à travers la gestion opérationnelle, la conduite du changement et l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA). Son champ d'intervention est large et couvre des secteurs stratégiques tels que l'éducation, la santé, l'agriculture et l'agrobusiness, l'environnement, le développement durable, l'inclusion financière, l'industrialisation, le soutien aux PME, le digital et la technologie, ainsi que les questions de sécurité et d'aide humanitaire. Grâce à une expertise locale approfondie, le cabinet propose des solutions adaptées aux défis du développement en Afrique.

L'équipe est composée de professionnels expérimentés, aux profils variés, permettant au cabinet d'aborder les projets avec une approche pluridisciplinaire et de proposer des solutions innovantes à ses clients.

ATHARI ADVISORS

Un cabinet de
conseil engagé
dans la
transformation
durable

Le cabinet a récemment mené plusieurs projets d'envergure, notamment l'assistance technique et la levée de fonds pour la construction d'une usine de transformation de latex en gants médico-chirurgicaux (janvier – juin 2023), l'élaboration d'un plan stratégique de développement sur cinq ans (mai – octobre 2023) et l'identification d'opportunités d'investissement dans l'aquaculture, le manioc et les cultures maraîchères dans le cadre du SARA 2023 (septembre 2023). En combinant une expertise technique approfondie et une approche centrée sur l'impact, Athari Advisors s'affirme comme un partenaire stratégique pour les entreprises, les institutions et les organisations souhaitant favoriser un développement durable et inclusif en Afrique.



ATHARI ADVISORS

Un cabinet de
conseil engagé
dans la
transformation
durable



MADAGASCAR

Economie

Le FMI débloque 101 millions de dollars pour soutenir l'État après plusieurs mois de suspension

Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment annoncé le décaissement de 101 millions de dollars pour répondre aux besoins financiers de Madagascar. Ce versement, officialisé jeudi, intervient après plusieurs mois de retard en raison du non-respect par les autorités malgaches des conditions préalablement établies par l'institution. Au total, la Grande Île pourrait bénéficier de plus de 650 millions de dollars de financements d'ici 2027, sous réserve de la poursuite des réformes nécessaires à l'équilibre de son budget.

Les 101 millions de dollars alloués par le FMI viendront immédiatement renforcer le budget de l'État malgache. Ce montant est décaissé dans le cadre de deux programmes approuvés par le FMI en juin 2024 : la Facilité élargie de crédit et la Facilité pour la résilience et la durabilité, cette dernière étant spécifiquement destinée au financement de projets d'adaptation au changement climatique.

Initialement prévu pour novembre 2024, le premier décaissement a été retardé en attendant la mise en place d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant à la pompe, finalement instauré le 18 janvier dernier. Cette exigence du FMI vise à rééquilibrer le budget de l'État en supprimant progressivement les subventions publiques accordées aux sociétés pétrolières, qui garantissaient un prix fixe aux consommateurs mais pesaient lourdement sur les finances publiques.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/madagascar-le-fmi-debloque-101-millions-de-dollars-pour-soutenir-letat-apres-plusieurs-mois-de-suspension/>



ATHARI ADVISORS

Un cabinet de
conseil engagé
dans la
transformation
durable



SENEGAL

La note financière de Moody's dégradée après les révélations de la Cour des comptes

L'agence de notation américaine Moody's a décidé de dégrader la note crédit du Sénégal, la faisant passer de B1 à B3, avec des perspectives négatives. Cette décision, annoncée le 13 février, intervient après la publication d'un rapport alarmant de la Cour des comptes sur l'état des finances publiques du pays. Cette dégradation risque d'aggraver les conditions d'emprunt du Sénégal, qui traverse déjà une période budgétaire délicate.

Dans son communiqué, Moody's justifie sa décision en soulignant que «la situation budgétaire du Sénégal est bien plus fragile qu'anticipé».

Des finances publiques plus préoccupantes que prévu

Les conclusions de la Cour des comptes sont particulièrement préoccupantes. Selon son rapport, la dette publique du Sénégal a atteint près de 100 % du PIB en 2023, alors qu'elle était précédemment estimée à 65,6 %. Par ailleurs, le déficit budgétaire s'élèverait à 12,3 % du PIB, soit près de deux fois et demie les chiffres annoncés par l'ancienne administration. L'audit a également révélé que des emprunts bancaires importants ont été contractés en dehors du circuit budgétaire officiel, ce qui soulève de graves inquiétudes sur la transparence des finances publiques.

Des conséquences économiques majeures

Face à ces révélations, le Premier ministre Ousmane Sonko a déclaré que des poursuites judiciaires pourraient être engagées contre les responsables de ces «manquements graves» aux normes financières.

[Lire plus :](https://hamanie.news/senegal-la-note-financiere-moodys-degradee-suite-aux-revelations-de-la-cour-des-comptes/)

<https://hamanie.news/senegal-la-note-financiere-moodys-degradee-suite-aux-revelations-de-la-cour-des-comptes/>

**ATHARI
ADVISORS**

Un cabinet de
conseil engagé
dans la
transformation
durable

ENTRETIEN

Wilfried Amangoua – Lookensey

*Président – Le Club des
Communicants Côte d'Ivoire*

**BIEN PLUS QU'UN SIMPLE RÉSEAU, LE CLUB DES COMMUNICANTS
CI SE POSITIONNE COMME UN THINK TANK, UN ESPACE DE
RÉFLEXION ET D'INNOVATION DÉDIÉ AUX ACTEURS DU SECTEUR.**

La communication joue un rôle central dans la perception des entreprises et des institutions, en particulier dans des secteurs stratégiques comme l'industrie minière.

En Côte d'Ivoire, Wilfried Amangoua - Lookensey incarne cette dynamique. Responsable communication à la SODEMI (Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire), il est également à l'initiative d'un projet ambitieux visant à fédérer les professionnels du secteur : le Club des Communicants Côte d'Ivoire, dont le premier événement s'est tenu le jeudi 27 février dernier.

Dans cet entretien, nous reviendrons sur son parcours, son rôle à la SODEMI, les défis et opportunités de la communication en Côte d'Ivoire, ainsi que les ambitions du Club des Communicants. Entre enjeux institutionnels, digitalisation et évolution du métier, M. Lookensey partage sa vision d'une communication plus stratégique et innovante au service des entreprises et des institutions ivoiriennes.



Parcours et rôle à la SODEMI

Vous êtes actuellement responsable communication à la SODEMI. Pouvez-vous nous parler de votre parcours et de ce qui vous a conduit à occuper cette fonction ?

Tout d'abord, je tiens à vous remercier pour cette opportunité d'échange. Hamaniè est un magazine que je lis régulièrement et dont j'apprécie particulièrement la qualité et la richesse des contenus. Je vous félicite pour le travail remarquable que vous accomplissez.

Mon parcours est assez atypique. J'ai évolué dans plusieurs secteurs, allant de la téléphonie à l'industrie, en passant par le secteur bancaire, avant d'intégrer aujourd'hui le secteur minier. Ces expériences diversifiées m'ont permis d'élargir mes connaissances et d'enrichir mon apprentissage.

Ce qui a guidé mon orientation professionnelle actuelle, c'est avant tout la recherche de nouveaux challenges et de nouvelles perceptions communicationnelles. Je voulais explorer une autre dimension de la communication dans un secteur reconnu pour son caractère stratégique. Cette transition me permet d'aborder la communication sous un angle différent et d'apporter une contribution significative à un domaine clé de l'économie.

Quels sont les principaux défis de la communication dans le secteur minier en Côte d'Ivoire et comment y répondez-vous à la SODEMI ?

Les principaux défis de la communication dans le secteur minier résident avant tout dans la perception du grand public vis-à-vis de cette industrie. Il est essentiel de déconstruire certains préjugés et de mieux expliquer le rôle stratégique du secteur minier. Ensuite, il s'agit de mettre en avant son impact sur l'économie ivoirienne, en soulignant sa contribution au développement du pays. Enfin, en tant que bras technique de l'État de Côte d'Ivoire, un enjeu majeur consiste à valoriser les ressources minières dont dispose le pays et à en promouvoir le potentiel.

Pour relever ces défis, nous avons mis en place une stratégie de communication structurée autour de plusieurs axes. Nous mettons l'accent sur les missions essentielles de la SODEMI, en mettant en lumière son rôle clé dans la valorisation du sous-sol ivoirien et son importance dans le développement du secteur minier.

Nos contenus, diffusés à travers nos canaux digitaux et nos actions de communication quotidienne, sont entièrement orientés vers ces objectifs. L'enjeu est de rendre accessible et compréhensible l'apport de la SODEMI tout en renforçant son positionnement en tant qu'acteur incontournable du secteur minier en Côte d'Ivoire.

Le Club des Communicants Côte d'Ivoire : Genèse et Objectifs



Vous êtes le président du Club des Communicants Côte d'Ivoire, une initiative récente. Quelles sont les motivations qui ont conduit à sa création ?

Pourquoi cette initiative ? Parce qu'il était essentiel pour nous de créer un réseau solide, permettant aux communicants de partager leurs problématiques communes, leurs expériences, et surtout de développer un cadre de réflexion permanent face à l'évolution constante de nos métiers.

Au-delà des postures, cette initiative vise à favoriser des échanges sincères, accessibles et humains, ancrés dans les réalités et les défis actuels de la communication. L'objectif est de créer un espace où les professionnels peuvent s'inspirer mutuellement, trouver des solutions concrètes et anticiper les mutations du secteur, en restant connectés aux enjeux stratégiques de leurs industries respectives.

Quels sont les principaux objectifs du Club et comment comptez-vous fédérer les professionnels du secteur autour de cette initiative ?

Le principal objectif du Club des Communicants CI est de fédérer l'ensemble des professionnels et passionnés de la communication en Côte d'Ivoire. Ce réseau regroupe des experts occupant des fonctions diverses mais souvent complémentaires : Directeurs de la Communication, Responsables Communication, spécialistes des Relations Publiques et Presse, Conseils en Communication, et bien d'autres.

Bien plus qu'un simple réseau, le Club des Communicants CI se positionne comme un Think Tank, un espace de réflexion et d'innovation dédié aux acteurs du secteur. Il offrira aux professionnels l'opportunité d'explorer de nouveaux territoires, de partager leurs visions et convictions, tout en valorisant leurs expériences humaines et parcours professionnels.

Nous comptons concrétiser cette ambition à travers une programmation dynamique et diversifiée : des activités inédites, des espaces de réflexion, des soirées de networking, des partages d'expériences, des immersions, des formations, et bien d'autres initiatives que nous dévoilerons en temps voulu. L'objectif est de créer une communauté engagée, connectée aux défis actuels et à l'évolution rapide des métiers de la communication en Côte d'Ivoire.

Le premier événement du Club s'est tenu le jeudi 27 février 2025. Pouvez-vous nous en faire un bilan ? Quels ont été les moments forts et les retours des participants ?

Le bilan de cette première activité du Club des Communicants CI est très positif et satisfaisant. Nous attendions 35 participants, mais nous en avons accueilli 65, un public de qualité qui a largement contribué à enrichir le niveau de la causerie. Cet engouement témoigne de l'intérêt et de la pertinence de cette initiative.

À cet effet, je tiens à renouveler mes remerciements à Dominique KALIF, Directeur de la Communication Externe du Groupe CIE/SODECI, qui a été le speaker de cette première édition. Le moment phare de cette rencontre a été les cas pratiques exposés par l'intervenant, mettant en lumière l'importance de l'anticipation, du calme, de la sérénité et de la stratégie comme alliés incontestés du communicant dans des situations délicates.

Enfin, les retours très positifs des participants, ainsi que les nombreuses demandes d'adhésion que nous continuons de recevoir depuis cet événement, témoignent du succès de ce premier rendez-vous. Ce n'est que le début d'une aventure prometteuse pour le Club des Communicants CI !

La communication en Côte d'Ivoire et en Afrique évolue rapidement, notamment avec le digital. Comment le Club des Communicants Côte d'Ivoire compte-t-il accompagner ses membres face à ces évolutions ?

À travers la formation, les immersions et diverses activités prévues, nous visons à accompagner les professionnels face à l'évolution constante des métiers de la communication. L'émergence de nouveaux outils digitaux impose une adaptation permanente et une compréhension approfondie de ces leviers stratégiques.

Il est essentiel pour les communicants de maîtriser ces nouvelles dynamiques, d'anticiper les tendances et d'intégrer efficacement les innovations technologiques afin de renforcer leur impact et leur pertinence dans un environnement en perpétuelle mutation.

La place des communicants en Côte d'Ivoire et les enjeux futurs



Aujourd'hui, le métier de communicant est en pleine mutation, avec l'essor des médias sociaux, du storytelling et de la data communication. Comment les professionnels doivent-ils s'adapter à cette transformation ?

Comme je le mentionnais plus haut, la formation et le partage d'expériences sont au cœur de notre démarche. Dans ce cadre, nous prévoyons d'organiser des immersions à l'étranger afin de confronter nos réalités à celles de nos collègues au-delà de nos frontières. Cette approche vise à renforcer nos apprentissages, élargir nos perspectives et nous inspirer des meilleures pratiques en communication.

À cet effet, nous envisageons des partenariats stratégiques avec d'autres réseaux de communicants à travers le monde, afin de créer des échanges constructifs, favoriser le transfert de compétences et renforcer notre positionnement dans un secteur en constante évolution.

En Côte d'Ivoire, la communication est souvent perçue comme un outil de marketing ou de relations publiques. Pensez-vous qu'elle est suffisamment reconnue comme un levier stratégique dans les entreprises et institutions ?

Pas comme nous le voudrions immédiatement, mais à travers différentes initiatives, telles que le Club des Communicants, nous comptons progressivement changer la perception de cette fonction. La communication est tout aussi stratégique que d'autres domaines, à l'instar de la finance, et elle joue un rôle clé dans la réussite des organisations.

Notre objectif est de valoriser cette profession, de démontrer son impact réel sur la performance des entreprises et institutions, et de positionner la communication comme un levier incontournable de la stratégie globale.

Quelles sont, selon vous, les principales difficultés que rencontrent les communicants ivoiriens et comment le Club peut-il les aider à les surmonter ?

La principale difficulté que rencontrent les communicants ivoiriens réside dans le manque de reconnaissance de leur métier et la perception erronée qui l'entoure. Dans de nombreuses organisations, la communication est considérée comme une fonction que tout le monde peut exercer, ce qui en minimise la valeur stratégique.

Cette situation se reflète particulièrement lors des réunions budgétaires, où la communication est souvent la première victime des réductions drastiques, faute d'une réelle compréhension de son impact sur la performance et l'image des entreprises.

C'est précisément pour répondre à cette problématique que le Club des Communicants CI a été créé. Son objectif est de valoriser le rôle des professionnels de la communication, de démontrer leur apport stratégique et de sensibiliser les décideurs à l'importance d'une communication bien pensée et bien exécutée.

Y a-t-il des synergies prévues entre le Club des Communicants Côte d'Ivoire et d'autres organisations professionnelles, nationales ou internationales ?

Bien entendu, nous sommes déjà sollicités et ce n'est pas plus mal.

Perspectives et impact personnel



Où voyez-vous le Club des Communicants Côte d'Ivoire dans 5 ans ? Quels sont vos grands projets pour cette initiative ?

Dans 5 ans, nous voyons le club comme étant l'organe fédérateur de tous les communicants. Cet objectif est naturellement porté par de grands projets qui seront présentés au moment opportun.

En tant que professionnel de la communication, quel a été le plus grand défi de votre carrière et quelle leçon en avez-vous tirée ?

En tant que communicants, nos défis sont quotidiens. De la réussite de nos campagnes de communication à la gestion quotidienne de l'image de nos organisations, en passant par l'adaptation aux évolutions constantes de notre métier et la lutte contre les clichés qui entourent notre profession, chaque jour apporte son lot de challenges.

Mais s'il y a une leçon essentielle que nous tirons de ces expériences et des défis relevés, c'est notre capacité à apprendre en permanence. La communication est un domaine en perpétuelle mutation, qui exige curiosité, agilité et remise en question continue pour rester pertinent et impactant.

Quel message souhaitez-vous adresser aux jeunes qui aspirent à faire carrière dans la communication en Côte d'Ivoire et en Afrique ?

Je les encouragerais sans hésitation, car notre métier est noble ! La communication est un secteur en perpétuelle évolution, qui exige à la fois créativité, stratégie et adaptation. Comme j'ai souvent tendance à le dire à mes jeunes frères et sœurs, la communication est un art.

C'est un domaine où l'on apprend chaque jour, où l'on doit être à l'écoute des tendances, comprendre les dynamiques sociales et économiques, et savoir transmettre des messages avec impact et précision. Ceux qui embrassent cette carrière doivent faire preuve de passion, de curiosité et d'audace pour marquer leur empreinte et contribuer activement à l'évolution du secteur.

Un dernier mot sur votre vision de l'avenir du secteur de la communication en Côte d'Ivoire ?

La communication est une fonction d'avenir, car elle restera toujours au cœur des organisations. Au fil du temps, elle est devenue un outil stratégique incontournable, influençant la perception, la réputation et la performance des entreprises et institutions.

Être communicant, c'est avant tout être un bon stratège et un visionnaire. C'est savoir anticiper les tendances, comprendre les attentes des publics, et concevoir des messages et des actions qui façonnent l'image et le positionnement d'une organisation. Dans un monde en constante évolution, la communication est plus que jamais un levier essentiel pour accompagner le changement et renforcer l'impact des entreprises et des marques.



SOCIÉTÉ



Société

Première rencontre du Club des Communicants CI : Un succès qui annonce une dynamique prometteuse

La première édition de la Causerie entre Communicants, organisée par le Club des Communicants CI, s'est tenue le jeudi 27 février au restaurant Empreinte-Lounge, à Angré 7e tranche. Avec un bilan très positif, cet événement inaugural a non seulement dépassé les attentes en termes de participation, mais a aussi confirmé l'intérêt grandissant pour un espace d'échange dédié aux professionnels de la communication en Côte d'Ivoire.

Un engouement au-delà des attentes

Initialement prévu pour 35 participants, l'événement a finalement accueilli 65 professionnels, un chiffre révélateur de l'enthousiasme que suscite cette initiative. Cette forte mobilisation a permis d'élever le niveau des échanges, enrichissant ainsi le débat sur les défis et les perspectives du métier.

L'honneur est revenu à Dominique Kalif, Directeur de la Communication Externe et de la Marque à la CIE & SODECI, et Président du Réseau Ivoirien des Communicants (RICOM), d'animer cette première rencontre. À travers un partage d'expériences enrichissant, il a mis en lumière les fondamentaux du métier, en insistant sur l'anticipation, la sérénité et la stratégie comme piliers de la gestion de la communication en entreprise.

Des échanges riches et des perspectives stimulantes

L'un des moments forts de cette rencontre a été l'analyse de cas pratiques par l'intervenant, démontrant l'importance du calme et de la structuration face aux défis du métier. Les participants, issus de divers secteurs, ont apporté des perspectives variées, renforçant ainsi la dimension interactive et collaborative de la causerie.



ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing
est une maison
d'édition engagée
dans la création
et la diffusion de
contenus de qualité
qui inspirent,
informent et
transforment.

L'initiative du Club des Communicants CI prend tout son sens dans un contexte où la communication est encore trop souvent sous-estimée dans les organisations. Comme l'a rappelé le speaker, le métier souffre d'un manque de reconnaissance, et il est impératif de sensibiliser les décideurs à son rôle stratégique, au même titre que d'autres fonctions clés comme la finance.

Un engouement qui se traduit en adhésions

Le succès immédiat de cette première édition s'est aussi manifesté par de nombreuses demandes d'adhésion après l'événement, confirmant l'intérêt des professionnels pour une plateforme d'échanges et de réflexion dédiée à la communication.

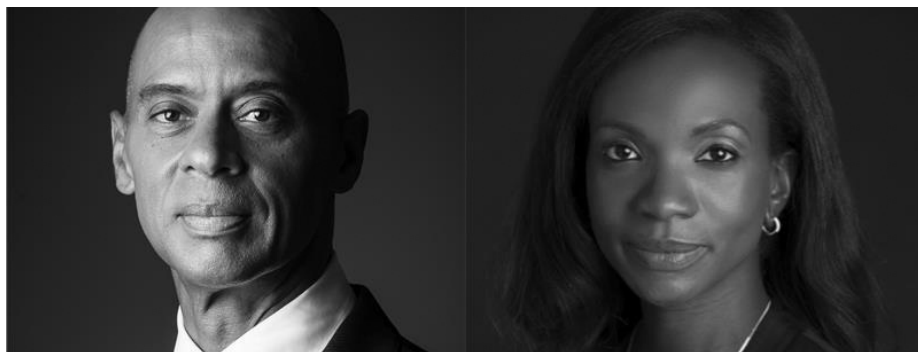
L'avenir du Club des Communicants CI s'annonce prometteur, avec une volonté affichée d'organiser des formations, des immersions et des partenariats internationaux pour enrichir les compétences des membres et valoriser le secteur.

En somme, cette première causerie a non seulement posé les bases solides d'un réseau de communicants engagé, mais elle ouvre surtout la voie à une professionnalisation accrue et une reconnaissance renforcée du métier en Côte d'Ivoire. Une chose est sûre : le dialogue ne fait que commencer.



ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing
est une maison
d'édition engagée
dans la création
et la diffusion de
contenus de qualité
qui inspirent,
informent et
transforment.



Société

Thierry Tanoh nommé Président Afrique du Groupe Duval, Laureen Kouassi-Olsson devient Secrétaire Générale Afrique

Le Groupe Duval, acteur majeur de l'immobilier et des services en France et en Afrique, a annoncé la nomination de Thierry Tanoh au poste de Président Afrique et de Laureen Kouassi-Olsson en tant que Secrétaire Générale Afrique. Effectives depuis le 21 février 2025, ces nominations s'inscrivent dans la stratégie du groupe visant à renforcer sa présence et son développement sur le continent africain.

Parcours de Thierry Tanoh



Né le 20 avril 1962 à Nogent-sur-Marne, Thierry Tanoh est un économiste ivoirien de renom. Diplômé de l'École Supérieure de Commerce d'Abidjan (ESCA) et de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB), il est également titulaire d'un MBA de l'Université Harvard aux États-Unis. Il possède une vaste expérience dans le secteur financier.

Avant de rejoindre le Groupe Duval, il a occupé des postes de haut niveau, notamment en tant que vice-président de l'International Finance Corporation (IFC), filiale de la Banque mondiale dédiée au secteur privé. Il a également été directeur général du groupe bancaire Ecobank et a servi comme ministre du Pétrole et de l'Énergie en Côte d'Ivoire entre janvier 2017 et décembre 2018.

ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing
est une maison
d'édition engagée
dans la création
et la diffusion de
contenus de qualité
qui inspirent,
informent et
transforment.

En octobre 2022, il avait intégré le Conseil Stratégique Afrique du Groupe Duval, apportant son expertise pour orienter les investissements et les opérations du groupe sur le continent.

Parcours de Laureen Kouassi-Olsson



Laureen Kouassi-Olsson est une entrepreneure et investisseuse ivoirienne reconnue pour son engagement dans le développement du secteur financier africain. Diplômée de l'EM Lyon et de la Harvard Business School, elle a débuté sa carrière chez Lehman Brothers à Londres avant de rejoindre Proparco, la filiale de l'Agence Française de Développement dédiée au secteur privé.

Elle a ensuite occupé des postes clés chez Amethis, un fonds d'investissement axé sur l'Afrique, où elle a dirigé les investissements dans le secteur financier. En 2021, elle fonde Birimian Ventures, une plateforme d'investissement dédiée aux industries créatives africaines. Elle est également cofondatrice d'Impact Hub Abidjan, un espace de coworking et d'innovation sociale soutenant les entrepreneurs locaux.

Implications pour le Groupe Duval en Afrique

Avec ces nominations, le Groupe Duval réaffirme son engagement envers le marché africain et sa volonté de contribuer au développement économique du continent. Thierry Tanoh supervisera les opérations stratégiques et le développement des activités du groupe en Afrique, notamment dans l'immobilier, les services financiers à travers sa filiale Finafrica, et la grande distribution. De son côté, Laureen Kouassi-Olsson sera chargée de la coordination des activités du groupe sur le continent et jouera un rôle clé dans l'expansion et le renforcement des partenariats stratégiques.



ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing
est une maison
d'édition engagée
dans la création
et la diffusion de
contenus de qualité
qui inspirent,
informent et
transforment.

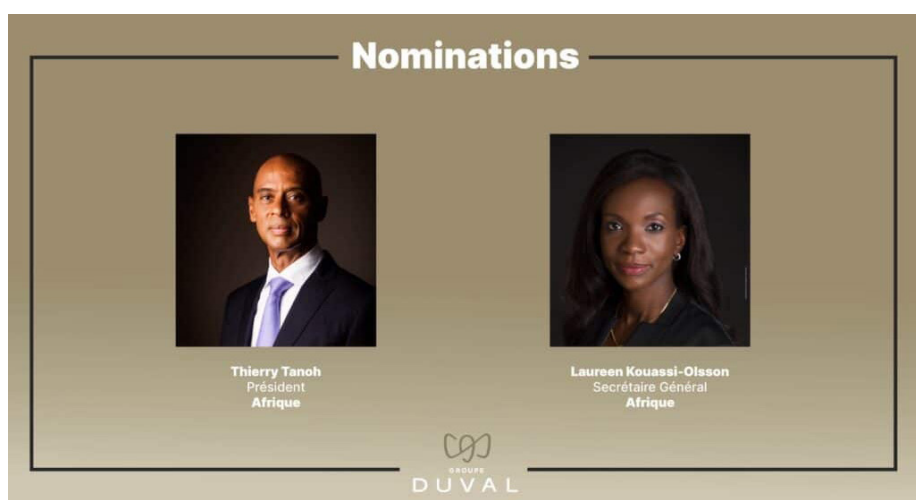
Le Groupe Duval, entreprise familiale fondée en 1994, est aujourd'hui un acteur incontournable du marché immobilier et des services, avec une présence croissante en Afrique. Ces nominations stratégiques témoignent de la volonté du groupe de s'appuyer sur des talents africains pour piloter son développement et renforcer sa gouvernance sur le continent.

Cette double nomination marque une étape significative dans l'histoire du Groupe Duval en Afrique, illustrant son ambition d'accroître son implication dans le tissu économique local et de contribuer activement à la croissance et au développement durable du continent.



ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing
est une maison
d'édition engagée
dans la création
et la diffusion de
contenus de qualité
qui inspirent,
informent et
transforment.





Société

Abdourahmane Cissé, ancien ministre ivoirien, rejoint Lazard en tant que Senior Advisor

L'ancien ministre ivoirien Abdourahmane Cissé a été nommé Senior Advisor au sein de la division Sovereign Advisory de Lazard, une institution financière de renommée mondiale. Dans ce rôle, il mettra son expertise au service des gouvernements, en particulier ceux du continent africain, renforçant ainsi l'engagement de Lazard envers les économies émergentes.

Un parcours exemplaire au service de la Côte d'Ivoire

Né le 6 août 1981 à Abidjan, Abdourahmane Cissé est issu d'une fratrie de quatre enfants. Après des études primaires et secondaires en Côte d'Ivoire, il obtient en 1999 un baccalauréat série C avec mention Bien au lycée moderne de Grand-Bassam.

Il intègre ensuite l'École polytechnique en France en 2001, où il se spécialise en mathématiques appliquées, avant de compléter sa formation par un master en économie et gestion des ressources pétrolières à l'Institut Français du Pétrole (IFP School) en 2005.

Sa carrière débute cette même année à Londres, au sein de Goldman Sachs International, où il gravit les échelons jusqu'au poste de Vice President chargé du trading sur les indices de la zone euro.

En 2012, il rentre en Côte d'Ivoire en tant que conseiller spécial du président, chargé des finances publiques. Son ascension est fulgurante : en 2013, il est nommé ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, devenant ainsi, à 32 ans, le plus jeune membre du gouvernement.

ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing
est une maison
d'édition engagée
dans la création
et la diffusion de
contenus de qualité
qui inspirent,
informent et
transforment.

En 2018, il prend la tête du ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, où il mène des réformes majeures pour moderniser le secteur énergétique ivoirien. En mars 2021, il est promu secrétaire général de la présidence, un poste qu'il occupera jusqu'en novembre 2023.

Une expertise reconnue au niveau international

La nomination d'Abdourahmane Cissé chez Lazard témoigne de son influence sur la scène internationale. En 2017, il est reconnu par le Forum Économique Mondial parmi les «100 Jeunes Leaders Mondiaux», saluant son rôle clé dans la transformation économique de la Côte d'Ivoire.

Chez Lazard, il jouera un rôle central dans l'accompagnement des gouvernements africains sur des questions financières stratégiques, notamment la gestion de la dette et le financement du développement. Son expertise renforcera les relations entre l'institution et les États africains en quête de solutions économiques durables.

Cette nouvelle nomination marque une étape importante dans la carrière de cet ivoirien dont le leadership et l'engagement en faveur du développement économique sont unanimement salués.



ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing
est une maison
d'édition engagée
dans la création
et la diffusion de
contenus de qualité
qui inspirent,
informent et
transforment.

Mian Media

Inform & Engage Africa



Hamaniè

Contactez-nous



emmanuel.mian@mianmedia.com



(+33) 7 55 89 00 81



(+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com